



Synthèse

The role of Indigenous peoples and local communities in effective and equitable conservation

Décembre 2022

Référence

Dawson, N. M., *et al.* (2021). The role of Indigenous peoples and local communities in effective and equitable conservation. *Ecology and Society*, 26(3):19.

<https://www.ecologyandsociety.org/vol26/iss3/art19/>

La conservation plus efficace quand les peuples autochtones et les communautés locales sont inclus dans la gouvernance



Sommaire

Introduction.....	2
Bien-être, gouvernance et efficacité de la conservation.....	2
Caractéristiques des cas examinés.....	3
Bien-être des IPLC.....	3
Efficacité de la conservation.....	4
Gouvernance de la conservation.....	4
Résultats sociaux et écologiques associés à la gouvernance de la conservation.....	4
Relations entre les formes de gouvernance de la conservation et les résultats sociaux et écologiques	5
Conclusion.....	11
Reconnaître que la bonne gouvernance et la conservation efficace sont inextricablement liées.....	11
Placer les populations autochtones et les communautés locales au centre de la conservation.....	12
Impliquer la recherche.....	13

Introduction

La contribution des peuples autochtones et des communautés locales (IPLC en anglais pour *Indigenous People and Local Communities*) à la conservation de la biodiversité est de plus en plus reconnue, notamment depuis le Congrès mondial des parcs de 2003 à Durban, en Afrique du Sud (Diaz *et al.* 2019). L'implication des IPLC est perçue comme importante non seulement parce qu'elle rend la conservation plus équitable, mais aussi parce qu'elle a le potentiel de produire de meilleurs résultats en matière de protection de la biodiversité (Garnett *et al.* 2018, Reyes-García *et al.* 2019). La reconnaissance du rôle des IPLC dans la conservation inclut le développement d'approches fondées sur les droits, la combinaison d'objectifs sociaux et écologiques (comme dans les objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB) (Gannon *et al.* 2019), le développement de normes et d'outils d'évaluation de la gouvernance de la conservation et des impacts sociaux et des efforts d'inclusion des gouvernances locales dans le réseau mondial d'aires protégées (Dudley *et al.* 2018), par exemple.

Pourtant, si de nombreux praticiens ont adopté l'idée de la conservation équitable et inclusive, ces principes ont eu moins d'impact sur la gouvernance locale, créant ainsi un fossé entre la politique et la pratique. Dans les débats politiques multilatéraux, tels que le Cadre mondial pour la biodiversité post-2020 de la CDB, la discussion sur la proportion de la planète à conserver a reçu plus d'attention que la manière dont elle devrait être conservée (Bhola *et al.* 2020). Bien qu'il existe un large éventail de types de gouvernance, les formes contrôlées de l'extérieur sont généralement initiées sur la base du constat que la dégradation de l'environnement est causée par la dépendance matérielle des IPLC qui n'ont pas la capacité de gérer la biodiversité de manière durable (Skutsch et Turnhout 2020). Cette logique, sous-tendue par les initiatives qui visent à protéger la biodiversité par des régimes de gestion qui excluent les pratiques locales et ignorent les organisations coutumières, n'a eu qu'un succès limité : la biodiversité décline souvent en même temps que le bien-être de ceux qui habitent les zones ciblées par les interventions de conservation.

Le bien-être des peuples autochtones et des communautés locales est généralement lié à la nature : les espèces et les écosystèmes dont ils dépendent ont, dans certains cas, été gérés durablement sur de longues échelles de temps par ces communautés (von der Porten *et al.* 2019). Plusieurs publications récentes ont montré une association positive entre le degré d'engagement des IPLC dans les efforts de conservation et l'obtention de résultats écologiques et/ou sociaux ; et ce quels que soient les régions, les écosystèmes ou les types d'intervention. Cependant, les conditions nécessaires à la production de résultats sociaux et écologiques positifs n'ont été explorées que de manière incomplète, empêchant une compréhension commune de ces dynamiques. **Pour combler ce manque de connaissances, les chercheurs de cette étude ont effectué une analyse des résultats sociaux et écologiques découlant de différentes formes de gouvernance de la conservation et identifié les voies communes par lesquelles ces résultats se produisent.**

Bien-être, gouvernance et efficacité de la conservation

La compréhension contemporaine de la conservation de la biodiversité considère de plus en plus les dimensions sociales et écologiques comme indissociables. Cette revue de la littérature scientifique s'appuie sur l'idée qu'au-delà de ses objectifs environnementaux, la conservation sert aussi à soutenir les droits et le bien-être des peuples autochtones et communautés locales. La gouvernance et le bien-être (voir encadré définitions) se chevauchent partiellement, car les éléments clés de la prise de décision locale tels que les connaissances, les organisations coutumières et l'autonomie sont également des aspects du bien-être d'une personne. En

conséquence, ces ressources sociales représentent des contributions potentielles à la gouvernance, tout en constituant certains des impacts sociaux positifs ou négatifs qui peuvent découler des efforts de conservation. Ce chevauchement conceptuel ne représente qu'une fraction de la dynamique plus complexe par laquelle la gouvernance, le bien-être et l'efficacité de la conservation sont liés.

ENCADRÉ
DÉFINITIONS RETENUES DANS LE CONTEXTE DE CETTE ÉTUDE

Bien-être : plus qu'un simple état individuel à atteindre, le bien-être est un processus continu façonné par les interactions avec les autres et l'environnement physique (Coulthard *et al.* 2011). C'est un concept holistique qui englobe non seulement les ressources matérielles de subsistance telles que les revenus et les actifs, mais aussi la santé et la sécurité ainsi que les facteurs sociaux, culturels, psychologiques, politiques et institutionnels (Gough et McGregor 2007). Ces derniers éléments sont de plus en plus considérés comme des impacts sociaux potentiels de la conservation.

Gouvernance de la conservation de la biodiversité : fait référence à qui prend quelles décisions, ainsi qu'à l'ensemble des processus, mécanismes et organisations réglementaires par lesquels différents acteurs influencent et deviennent responsables de résultats spécifiques (Lemos et Agrawal 2006).

Efficacité de la conservation : elle est représentée par divers indicateurs écologiques, tels que les utilisations des terres ou des ressources, les éléments de la biodiversité ou les services écosystémiques, et peut avoir de multiples interprétations en fonction des perceptions ou des priorités des différents acteurs (Cook *et al.* 2019). Ici, les chercheurs s'appuient sur la distinction faite par Nagendra et Ostrom (2012), entre les dispositifs de gouvernance contrôlés de l'extérieur (par exemple, l'État, les ONGs, les entreprises privées, etc.) et ceux contrôlés localement qui correspond à une évolution vers des formes de gouvernance décentralisées, incluant des systèmes coutumiers locaux informels et non écrits couvrant l'utilisation, le contrôle et l'autorité sur les ressources naturelles par les IPLC. Il existe également de nombreuses initiatives de conservation ayant adopté des accords de collaboration hybrides, avec des contributions relatives des agents externes et locaux qui peuvent évoluer au fil du temps

Relations : Processus par lesquels différentes formes de gouvernance sont associées à certaines combinaisons de résultats, tant sociaux qu'écologiques. Pour les voies identifiées par cette étude, les chercheurs décrivent la nature de la relation (par exemple, positive/négative, directe/indirecte) et cherchent à synthétiser les dynamiques complexes qui influencent cette relation dans les cas examinés.

Caractéristiques des cas examinés

Bien-être des IPLC

- 37 % des cas (n=63) ont adopté une approche holistique (comprenant des aspects matériels, sociaux, culturels et institutionnels et/ou relationnels) ;
- 30 % des cas (n=51) se sont concentrées sur les aspects purement matériels du bien-être, (principalement le revenu ou l'activité génératrice de revenus, la possession d'un actif spécifique ou la pauvreté matérielle) ;
- 33 % des cas (n=55) ont été classés comme intermédiaires dans leur approche du bien-être.

Efficacité de la conservation

- 32 % de l'échantillon d'cas (n=54) ont évalué les changements biologique et physiques dans l'utilisation des terres, ou les processus des écosystèmes ou encore, un aspect spécifique de la biodiversité, tel que l'augmentation du nombre d'éléphants ;
- 36 % (n=61) ont évalué un aspect du comportement humain ayant un impact direct sur la biodiversité ;
- 32 % (n=54) ont utilisé une combinaison d'observations biologiques, physiques et sociales.

Les chercheurs ont aussi mis en évidence une augmentation du nombre d'études abordant les liens entre le bien-être des IPLC et la conservation au fil du temps, la majorité étant publiées depuis 2010.

Gouvernance de la conservation

- 35 % des cas (n=59) décrivent une gouvernance où les communautés détiennent un pouvoir substantiel, allant de territoires autonomes ou de contrôles décentralisés (22 sur 59) à des situations de gouvernance partagée où les communautés conservent des responsabilités sur certaines parties d'un paysage terrestre ou marin, ou un partenariat avec une organisation externe et un soutien de celle-ci (37 sur 59).
- La majorité des cas (60 %) ont été classés comme des interventions de conservation «contrôlées de l'extérieur» par des organisations étatiques, non gouvernementales, privées ou publiques.



Figure 1 : Distribution géographique des 169 cas examinés, avec une large répartition entre l'Afrique (36 %), l'Asie (33 %) et l'Amérique latine (23 %).

Seuls cinq cas ou moins ont été observés dans chacune des régions suivantes : Europe, Amérique du Nord, Australasie et Océanie. Par conséquent, l'analyse géographique s'est concentrée sur la comparaison de la gouvernance et des dynamiques entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

Figure sous licence CC-BY 4.0.

Résultats sociaux et écologiques associés à la gouvernance de la conservation

Les données de l'étude révèlent un fort contraste entre les résultats sociaux et écologiques produits par initiatives de conservation conçues et/ou contrôlées de l'extérieur par rapport à celles qui sont davantage influencés par les IPLC.

- **L'une des principales conclusions de l'analyse est que l'intégration d'organisations locales dans la gouvernance de la conservation conduit plus régulièrement à une amélioration des résultats sociaux et écologiques.**
 - Plus de la moitié des cas contrôlés localement (55,9 %) font état de résultats sociaux et sociaux et écologiques positifs.
 - Parmi les 102 interventions avec gouvernance externe, seules 15,7 % (n=16) ont été évaluées par les auteurs comme ayant produit des résultats sociaux et écologiques positifs.

→ Une deuxième constatation importante est que les résultats négatifs pour le bien-être et la conservation se produisent le plus souvent lors d'une gouvernance de conservation descendante (top down), ce qui souligne encore plus son inefficacité relative.

- Plus d'un tiers des 102 cas de gouvernance conçus, contrôlés ou mis en œuvre de l'extérieur, ont été associés à des résultats négatifs. Ce pourcentage est dix fois supérieur à celui des résultats négatifs observés dans le cas de gestion de conservation gérées par les IPLC.

→ Par ailleurs, les résultats suggèrent que les relations des IPLC avec la conservation sont principalement non matérielles. Ne pas tenir compte des aspects sociaux, culturels et politiques de leur bien-être dans les évaluations peut produire des résultats très différents et donc des recommandations potentiellement trompeuses sur la gouvernance de la conservation.

- Des résultats sociaux principalement positifs ont été enregistrés dans les cas ayant évalué uniquement le bien-être matériel (35,3 % de n=51) et dans les cas plus holistiques prenant également en compte les aspects sociaux, culturels et politiques (38,1 % de n=63).
- Plus spécifiquement, pour les cas ayant uniquement évalué le bien-être matériel, les résultats sociaux positifs étaient légèrement inférieurs dans les cas de gouvernance contrôlée de l'extérieur par rapport aux cas de gouvernance contrôlée localement. Cette différence était beaucoup plus prononcée pour les cas intégrant des approches holistiques du bien-être, ou des approches intermédiaires, avec des résultats sociaux positifs plus importants dans les cas de conservation contrôlée localement comparé au cas de conservation contrôlée de l'extérieur.
- Sur les 59 cas rapportant des résultats sociaux négatifs, 89,8 % concernaient des cas de gouvernance contrôlée de l'extérieur.
- Des compromis ont été enregistrés dans 17,1 % des cas (n=29), impliquant le plus souvent des résultats de conservation positifs associés à des résultats de bien-être négatifs par le biais d'interventions de conservation contrôlées de l'extérieur (18 cas, 10,7 % de l'échantillon total).
- Des résultats de conservation plus complexes sont apparus dans 30,8 % des cas, ce qui signifie que le bien-être et/ou la conservation ont été affectés de manière multiple et conflictuelle et que les deux ne pouvaient donc pas être caractérisés simplement comme positifs ou négatifs. Un exemple courant concerne les impacts sociaux inégaux des conservations orientées vers le marché, certaines populations locales en bénéficiant alors que d'autres en souffrent.

Des différences géographiques affectent également les résultats. En particulier, la proportion de cas de conservation sous contrôle local était plus élevée en Amérique latine (54 % des 39 cas) qu'en Afrique (28 %) et en Asie (23 %). Cela se traduit par une plus grande proportion de cas rapportant des résultats sociaux et écologiques positifs en Amérique latine. En effet, 14 des 15 cas latino-américains rapportant des synergies positives étaient le résultat de formes de gouvernance locales, et ce dans dix pays différents.

Relations entre les formes de gouvernance de la conservation et les résultats sociaux et écologiques

L'analyse de la dynamique par laquelle les formes de gouvernance sont associées à certains résultats sociaux et écologiques a permis de dégager six types de relations cohérentes dans tous les contextes géographiques et politiques et dans tous les types d'intervention (voir tableau ci-après).

Tableau : Résumé des principales relations identifiées par cette étude entre les types de gouvernance de la conservation, le bien-être des peuples autochtones et des communautés locales (IPLC) et l'efficacité de la conservation.

Résultats	Exemples	Perspectives clés
1. Des communautés locales responsabilisées représentent la voie principale vers une conservation efficace		
<p>29,0 % des cas ont fourni des preuves de résultats sociaux et écologiques positifs simultanés, dont plus des deux tiers (33 cas sur 49) sont associés à un contrôle local.</p> <p>Ces cas soulignent que les facteurs sociaux les plus importants pour l'obtention de résultats positifs en matière de conservation ne sont pas l'ampleur des bénéfices matériels obtenus par les IPLC, mais plutôt la reconnaissance des droits, des organisations, des pratiques sociales et culturelles locales et la capacité de ces communautés à influencer la prise de décision.</p> <p>Par ailleurs, l'intendance est collective et renforcée quand elle est soutenue par la loi et les organisations externes.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • A Taïwan, un village autochtone Tsou a restauré une forêt nationale dégradée gérée par l'État en autorégulant collectivement et volontairement l'utilisation des ressources et en résistant aux pressions commerciales externes ; ce faisant, ils ont obtenu la sécurité d'occupation en tant que gardiens légitimes de la forêt. • Au Népal, l'intendance efficace d'un habitat riverain a été mise en place par des communautés à faible revenu par le développement de nouvelles organisations locales axées sur la conservation. La dégradation de l'environnement a fourni une motivation, tandis que le leadership collectif et les processus inclusifs ont permis la création d'installations sanitaires durables pour lutter contre des maladies humaines et animales d'origine hydrique qui mettaient auparavant leurs vies en danger, de jardins communautaires et d'une usine de production de biogaz. • Au Royaume-Uni, une communauté s'est développée parmi les agriculteurs pour promouvoir la diversité des fleurs sauvages, en contradiction avec les normes commerciales dominantes. 	<p>Que ce soit pour la restauration, l'utilisation durable ou la conservation de la biodiversité dans des aires spécifiques, les organisations locales doivent être au centre de la gouvernance de la conservation. Leur inclusion doit être un critère d'évaluation de la bonne gouvernance.</p>
<p>Dans de nombreux cas, l'un des facteurs clés de réussite était la qualité de la collaboration et des relations interinstitutionnelles. Les relations de confiance constituent une condition préalable à la mobilisation de la communauté. Dans de nombreux cas, cette relation s'est développée au fil du temps par le biais d'un processus de résolution des conflits, d'une communication transparente et opportune, d'une compréhension interculturelle et le respect des droits locaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un programme de recherche sur la restauration d'un bassin versant co-géré en République démocratique du Congo a démontré que l'établissement d'un leadership mixte par le biais d'organisations locales légitimes s'est révélé être un facteur clé de réussite. 	
<p>Les connaissances écologiques locales ne devraient pas seulement être considérées pertinentes pour la gouvernance au niveau du village, mais devraient être reconnues dans les lois et les politiques et intégrées à travers les échelles de gouvernance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le nord de la Norvège, les pêcheurs autochtones Saami ont tiré la sonnette d'alarme sur les risques écologiques de la pisciculture pour les stocks marins sauvages et, lorsque la recherche scientifique a confirmé leurs affirmations, leurs connaissances ont permis une prise de décision rapide afin d'éviter l'effondrement des stocks de poissons. En conséquence, la valeur des connaissances écologiques traditionnelles a été reconnue et les Saami se sont vus accorder une influence permanente dans les processus de gouvernance nationale. 	

2. Les structures politiques et juridiques ne reconnaissent pas souvent les organisations locales

Le manque de reconnaissance dans la loi, la politique et par les organisations externes pertinentes empêche souvent les IPLC d'obtenir des résultats positifs, même avec une gouvernance de conservation contrôlée localement. De plus, le manque de reconnaissance des régimes fonciers coutumiers et communaux est souvent une question centrale qui façonne les injustices passées, en particulier lorsque les droits de propriété individuelle promus de l'extérieur risquent de produire des droits fonciers précaires pour les plus vulnérables.

25 cas (14,8 %) étaient caractérisés par une gouvernance de la conservation contrôlée localement sans résultats positifs pour le bien-être et la conservation. Après examen des facteurs qui, selon les rapports, avaient influencé ces résultats, il est apparu que, **même en l'absence d'interventions de conservation contrôlées de l'extérieur, les interactions avec l'État et d'autres acteurs externes avaient constitué des obstacles.**

Au lieu de soutenir les IPLC et de favoriser une gestion active, des politiques nationales ont souvent servi à démanteler les organisations locales, à déresponsabiliser et à couper les habitants de leurs pratiques de conservation. Elles ont par ailleurs souvent promu activement l'exploitation non durable des écosystèmes.

- Bien que les Autochtones Yurok aient fini par obtenir l'autonomie territoriale en Californie par le biais de coalitions et de procédures judiciaires, la discrimination à long terme dont ils ont fait l'objet a érodé leurs organisations de gestion forestière, tandis que l'exploitation de l'or et l'extraction du bois ont provoqué la fragmentation de la forêt, ce qui a nécessité des efforts pour revitaliser les pratiques culturelles et reconstruire la capacité à restaurer l'écosystème.

Pour de nombreuses minorités culturelles, les expériences négatives passées des politiques sociales et environnementales signifient que des processus d'établissement de la confiance ou de résolution des conflits peuvent être nécessaires aux efforts de conservation. Une communication opportune, la transparence et la responsabilité sont des aspects importants de la gouvernance qui peuvent soutenir la collaboration et permettre des trajectoires vers une meilleure efficacité de la conservation. Il est nécessaire d'encourager l'intendance par les IPLC, établir des processus pour aborder les obstacles et résoudre les conflits, en particulier contre le développement commercial, la discrimination ou les violations des droits, en particulier fonciers.

3. La conservation imposée souffre d'une faible légitimité qui peut déclencher une résistance locale

Des résultats sociaux et écologiques négatifs sont très majoritairement associés à la gouvernance externe (n=35 ou 21% de l'échantillon total). Ces cas sont principalement des aires protégées qui limitent l'accès et offrent peu de possibilités d'influencer réglementation, tout en poussant les IPLC vers des moyens de subsistance alternatifs. Ces cas sont caractérisés par des restrictions extrêmes imposées par des acteurs externes, une combinaison de ressources insuffisantes, de faiblesses de gouvernance, de diversité sociale, de relations de pouvoir inégales, d'impacts sociaux négatifs et de formes conséquentes de résistance locale. Les objectifs de la conservation sont alors souvent irréalisables, en particulier en raison d'un manque de congruence avec les valeurs des IPLC.

- En Inde, les chercheurs ont constaté que les faiblesses de la gouvernance peuvent conduire à diverses formes de corruption, ouvrant la porte à l'accaparement des terres et des ressources, surtout lorsque la conservation est mal financée.
- Une étude de Minas Gerais, au Brésil, décrit comment les politiques ont expulsé les IPLC de leurs territoires ancestraux dans les années 1980 dans le cadre de programmes de développement, puis ont à nouveau déplacé ces mêmes communautés lorsque des aires protégées ont été créées pour remédier à la dégradation causée par ces mêmes programmes de développement. Malgré cela, les populations locales ont tendance à y être encore fortement pro-conservation, mais ont été motivées pour agir contre les formes de gouvernance imposées qu'elles ne considéraient pas comme légitimes.

Il importe d'impliquer les IPLC dès le départ dans la recherche de solutions, comprendre leurs valeurs, leurs organisations et leur contribution potentielle, et pas seulement les impacts économiques des stratégies externes de conservation.

<p>Les impacts associés à la gouvernance, responsables d'une diminution du bien-être, entraînent une résistance locale ou des actions de la part des IPLC pour défendre leurs territoires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • En Zambie, une zone de gestion du gibier gérée par l'État a été conçue pour être financée par la chasse commerciale tout en interdisant la chasse aux IPLC et en les excluant du processus décisionnel. Par conséquent, les règles imposées étaient perçues comme ayant peu de légitimité, ce qui a entraîné, de la part des populations locales une absence de respect des règles et des niveaux élevés de chasse pour la viande de brousse. • En République dominicaine, de graves impacts sur les moyens de subsistance, induits par une aire strictement protégée, ont d'abord générés des plaintes coordonnées, par le biais de pétitions officielles. L'absence de réponse a déclenché de violentes représailles de la part des membres de la communauté locale. Les règles étaient perçues comme tellement néfastes qu'elles ont même fini par perdre leur légitimité auprès des gardes du parc qui ont cessé de signaler leur non-respect et permis les intrusions dans le parc. Ainsi, une couche alternative et informelle de gouvernance a été établie. • Dans une réserve de biosphère mexicaine, un système de compensation pour la déprédation du bétail par des prédateurs a été perçu comme non transparent, exclusif et injuste, ce qui a entraîné une augmentation des meurtres de jaguars par vengeance, les agriculteurs locaux ayant perdu confiance dans le système. 	
--	--	--

4. La conservation imposée peut être efficace sur le plan écologique, mais a un coût social et financier élevé

<p>Un tiers des 102 cas de gouvernance extérieures de conservation ont été signalés comme produisant des résultats écologiques positifs. Les interventions de conservation contrôlées par des organisations externes ont tendance à être mieux financées, administrées et appliquées, ce qui peut permettre d'atteindre plus facilement certains objectifs de conservation. Cependant, les déséquilibres de pouvoir sous-jacents et les conflits sociaux qui surgissent dans bon nombre de ces cas soulèvent encore des questions quant au caractère durable et socialement acceptable de ces formes de gouvernance. Certaines interventions produisent des dommages sociaux inacceptables qui remettent en question le succès à long terme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le corridor de Derema en Tanzanie, les résultats sociaux négatifs étaient supérieurs aux résultats positifs, tandis que les femmes et les personnes les plus vulnérables ont subi des dommages disproportionnés. Ces préjudices se sont produits malgré des niveaux élevés de financement et l'application des garanties de réinstallation de la Banque mondiale par plusieurs grandes ONG internationales. Dans une conservation namibienne prospère, qui dépendait de la chasse au trophée et des revenus du tourisme, les éleveurs locaux ont affirmé être devenus des esclaves en raison des dommages causés aux sources d'eau et de leur dépendance soudaine à l'égard des rares opportunités de travail désormais sous le contrôle de propriétaires privés. 	<p>Il convient d'agir en fonction d'une large évaluation sociale avant et pendant les interventions de conservation, y compris l'établissement et l'application de garanties relatives aux droits, aux organisations coutumières et aux aspects sociaux, culturels et politiques du bien-être.</p>
---	--	--

<p>16 cas ont été présentés comme positifs à la fois pour le bien-être et la conservation. Dix de ces 16 cas considéraient le bien-être matériel uniquement par le prisme du revenu, de la richesse ou des actifs. Ce biais peut conduire à négliger l'importance des impacts non matériels, notamment le détachement du lieu et des moyens de subsistance, les risques d'insécurité alimentaire ou d'occupation, la détérioration des relations sociales ou l'émergence de conflits et la perte de pratiques culturelles qui peuvent nuire de manière disproportionnée aux groupes sociaux vulnérables.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Un cas présenté comme positif à la fois pour le bien-être et la conservation impliquait la relocalisation de communautés par l'État chinois pour permettre aux forêts de se régénérer. Les communautés ont été incitées à adopter d'autres moyens de subsistance, impliquant souvent une migration vers les zones urbaines, ce qui a permis d'améliorer leur potentiel de revenus. Toutefois, l'évaluation de l'étude, axée sur l'économie, n'a accordé que peu de crédit aux perceptions locales ou aux impacts non matériels, suggérant que de nombreuses formes de préjudices sociaux, qui auraient pu modifier les interprétations du succès du programme, ont pu être négligées. 	
<p>5. La conservation orientée vers le marché produit de l'exclusion sociale et des incitations perverses</p>		
<p>31 cas d'interventions de conservation axées sur le marché ont été étudiés (18,3 %). Bien que la gouvernance associée à ces interventions soit souvent décrite dans les cas évalués, ou par les organisations de conservation, comme une gestion des ressources «communautaire», une analyse plus approfondie de l'étendue, de l'influence et des rôles des organisations locales a conduit à reclasser ces 31 cas dans la catégorie «contrôlée de l'extérieur». Ces cas prouvent systématiquement que les avantages matériels seuls sont rarement suffisants pour compenser ou motiver les IPLC à s'aligner sur les réglementations de conservation. Les organisations locales peuvent être importantes pour soutenir l'inclusion sociale et éviter les préjudices. Dans les rares cas où les programmes sont suffisamment bien financés pour que les revenus bénéficient aux communautés locales, des résultats positifs peuvent en résulter : sept cas ont été présentés comme positifs à la fois pour le bien-être et la conservation. Cependant, des résultats sociaux négatifs pour certains, voire tous les membres des communautés affectées, ont été enregistrés dans 74 % des cas.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans un cas aux Philippines, un programme de développement agricole visant à protéger les forêts a fini par nuire aux communautés locales, car il ne tenait pas compte des stratégies locales pour faire face à la vulnérabilité et à la pénurie. • D'autres cas montrent que la conservation axée sur le marché profite aux membres les plus aisés et les plus puissants des communautés. Dans les zones humides de Mkuze, en Afrique du Sud, une minorité a tiré des revenus supplémentaires d'une initiative de conservation et de développement, tandis que les membres de la communauté les plus dépendants des ressources de la zone humide ont vu leurs droits d'accès réduits sans possibilité de réparer les impacts subis. 	<p>Prendre en compte l'hétérogénéité sociale et éviter tout préjudice lié à une intervention de conservation est indéniablement un défi. Les interventions axées sur le marché doivent tenir compte des impacts non matériels et de l'importance des organisations coutumières et communales pour promouvoir des programmes plus inclusifs et acceptables localement.</p>

<p>La dépendance à l'égard des entreprises privées pour fournir des bénéfices fiables et cohérents et, pour minimiser les impacts environnementaux, peut dépendre d'une variété de facteurs, y compris les cas d'insécurité, les chocs économiques, les crises sanitaires, les risques environnementaux et les changements de financement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Dans une réserve extractive de l'Acre, au Brésil, le pouvoir a été transféré à des entreprises du bois parce que les méthodes traditionnelles d'exploitation du bois étaient jugées non rentables. Cependant, en raison d'une faible responsabilisation environnementales et d'incitations financières croissantes, les entreprises ont rapidement commencé à faire de la surexploitation. 8 cas de contrôles externes sur 169 ayant des fins purement commerciales d'exploitation minière, de foresterie et d'agriculture et non des objectifs de conservation ont produit des résultats inégaux et dommageables, les acteurs externes et les élites locales ont bénéficié de gains matériels substantiels à court terme mais en générant une dégradation rapide des écosystèmes, puis des pertes substantielles de bien-être local. 	
--	---	--

6. Transformer les pertes en gains : les transitions dans la gouvernance améliorent l'équité et les droits

<p>Sur les 16 cas de conservation sous contrôle externe présentés comme positifs à la fois pour le bien-être et la conservation, quatre fournissent des leçons de gouvernance reproductibles. Dans chacun d'entre eux, les IPLC se sont mobilisés de manière cohésive pour soutenir l'intervention de conservation parce qu'une opportunité s'est présentée pour renforcer la participation, la reconnaissance ou l'accès à une forme de bénéfices.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Au Botswana, les chercheurs décrivent comment un programme de chasse au trophée a apporté de la transparence et des avantages monétaires immédiats ainsi qu'une influence des IPLC sur leur allocation. 	<p>Les échecs sociaux ou écologiques peuvent être inversés par le dialogue et les efforts de collaboration pour améliorer la gouvernance et aligner les valeurs et les intérêts locaux et nationaux. Il est important de faire de la gouvernance une transition interactive, continue et collaborative vers l'équité et la promotion d'actions qui sous-tendent une conservation efficace.</p>
<p>Les autres cas décrivent des transitions progressives d'une conservation restrictive et exclusive contrôlée de l'extérieur vers une coopération entre les communautés et les organisations de conservation. Cela a facilité un rôle plus central dans la gouvernance pour les organisations communautaires, conduisant à des résultats améliorés, même s'ils ne sont pas entièrement positifs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sur un site Ramsar au Ghana, les réglementations ont évolué pour accepter l'utilisation durable locale des ressources des zones humides, en meilleure adhésion avec les perceptions locales de l'équité. • Au Kenya, un projet REDD+ a été adapté pour reconnaître les forêts communales, permettant une plus grande inclusion des personnes vulnérables qui, autrement, n'auraient pas eu accès à la terre. La reconnaissance formelle des pratiques et organisations locales, notamment en matière de gestion des forêts communales, sont des exemples de transitions de gouvernance qui peuvent améliorer sa légitimité parmi les IPLC et augmenter le potentiel pour une conservation plus équitable et efficace. 	

Conclusion

D'après la littérature examinant les résultats socio-écologiques les plus souvent associés à la gouvernance de la conservation, les résultats positifs, tant pour la conservation de la nature que pour le bien des communautés locales, ne sont pas souvent atteints. Le manque d'attention portée à la qualité de la gouvernance nuit généralement à la fois au bien-être des IPLC et à la capacité à lutter contre la perte de biodiversité (Tauli-Corpuz *et al.* 2020).

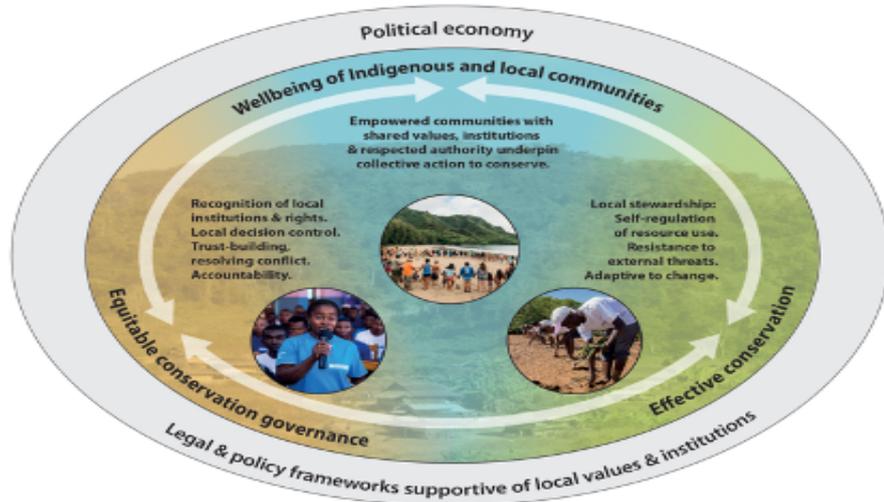


Figure 2 : Le rôle central et indissociable des peuples autochtones et des communautés locales dans la conservation équitable et efficace de la biodiversité.

Dans le sens des aiguilles d'une montre :

Bien-être des peuples autochtones et des communautés locales – des communautés autonomes avec des valeurs partagées, des institutions et une autorité respectée soutiennent l'action collective de conservation ;

Conservation efficace - intendance locale : autorégulation de l'utilisation des ressources, résistance aux menaces extérieures, adaptation au changement ;

Gouvernance équitable de la conservation - reconnaissance des institutions et des droits locaux, contrôle des décisions locales, établissement de la confiance et résolution des conflits, responsabilité.

Illustration : Andy Wright www.madebyawdesign.com.

Images : réseau MIHARI <http://mihari-network.org> (discours d'une pêcheuse et reboisement de la mangrove à Belo-sur-Mer, dans le sud-ouest de Madagascar), et Holladay Photo (communauté Kahana, Koolauloa, Oahu, pratiquant une pêche traditionnelle hawaïenne appelée Hukilau). Figure sous licence CC-BY 4.0.

Reconnaître que la bonne gouvernance et la conservation efficace sont inextricablement liées

S'attaquer aux causes sous-jacentes de la perte de biodiversité implique que la qualité de la gouvernance devienne un objectif politique plus important. Une bonne gouvernance comprend le respect clair des droits et des organisations locales, une influence décisionnelle pour les IPLC et la responsabilité d'adhérer à ces normes (Ostrom *et al.* 1999). Les faits révèlent systématiquement que les effets sociaux, culturels et relationnels de la gouvernance de la conservation éclipsent les avantages financiers et écologiques (Thondhlana *et al.* 2020).

En outre, les résultats de cette étude soulignent que la gouvernance est un processus continu d'intérêts négociés, liés à de nombreux objectifs et cibles du projet de cadre mondial pour la biodiversité de la CDB pour la décennie 2030. Ils sont peut-être plus pertinents pour la cible 19 sur l'incorporation des connaissances traditionnelles pour une gestion efficace de la biodiversité et l'objectif 20, visant à «assurer une participation équitable à la prise de décisions relatives à la biodiversité

et assurer les droits sur les ressources pertinentes des peuples autochtones et des communautés locales, des femmes et des filles ainsi que des jeunes, conformément aux circonstances nationales» (CDB 2020). **En particulier, cette étude souligne la nécessité d'identifier, d'intégrer et de soutenir les systèmes coutumiers, plutôt que de les recouvrir de structures tierces.** Une évolution vers une gouvernance plus équitable et la reconnaissance des droits des IPLC est source d'une plus grande adhésion de ces communautés aux normes et aux lois internationales ou nationales alors que leur non prise en compte est source de tensions et de contestations.

La reconnaissance des organisations locales, des connaissances et des droits fonciers locaux permet une conservation efficace lorsqu'elle permet une gestion collective de l'environnement au niveau local. Il s'agit notamment de valeurs partagées, de cohésion communautaire, d'organisations respectées et de bon leadership. À plus grande échelle, les facteurs favorables sont la coopération et le soutien des organisations externes, ainsi que des structures juridiques et politiques favorables. Dans quelques contextes, ces facteurs coïncident. Par exemple [Dearden et al. \(2017\)](#) détaillent comment une communauté de l'île de Koh Pitak, en Thaïlande, s'est mobilisée pour restaurer les habitats de mangrove et de récifs, introduire une gestion durable des déchets, réguler les prises de poissons et développer du tourisme culturel. Ce type de gestion a été facilité au niveau local par un leadership progressif, des liens sociaux étroits et une distribution équitable. A plus grande échelle, cela a été facilité par l'intérêt des médias, de bonnes relations avec les agences de l'État et les universités, ainsi qu'à une coopération nationale.

Dans de nombreuses circonstances, l'habilitation juridique et institutionnelle et le soutien aux organisations locales font défaut. Bien que le déplacement des minorités culturelles de leurs terres ancestrales ne soit plus considéré comme un moyen acceptable de conservation dans les normes politiques mondiales, il s'agit d'une pratique assez courante à l'échelle mondiale dans le cadre de stratégies impliquant une protection stricte des ressources parallèlement à la commercialisation des moyens de subsistance ([Otero et al. 2020](#)). Le contrôle des terres et des océans par des acteurs externes à des fins de conservation (en anglais « *Green grabbing* » et « *Blue grabbing* »), au détriment des communautés locales, est encore régulièrement enregistré dans les programmes de restauration, de conservation et de développement. En ce sens, une plus grande reconnaissance et un plus grand pouvoir des IPLC sont cohérents, non seulement pour la lutte contre la perte de biodiversité mondiale, mais aussi avec les appels à la décolonisation de la conservation.

Placer les populations autochtones et les communautés locales au centre de la conservation

Toute évolution vers un rôle accru des organisations locales dans la gouvernance de la conservation doit impliquer la reconnaissance des processus et des injustices du passé qui ont façonné localement certaines situations sociales, écologiques et politiques. Bien que les processus de résolution des conflits puissent prendre beaucoup de temps, des conseils et des outils ont été testés et développés de manière efficace. **L'importance accordée à la compréhension interculturelle, à l'instauration d'un climat de confiance et au renforcement des capacités techniques et juridiques peut nécessiter que les acteurs externes détournent leurs efforts d'activités telles que la réinstallation, la rééducation et les moyens de subsistance alternatifs.** Les organismes publics, les ONG et les organisations privées ont toujours clairement un rôle à jouer dans la conservation, mais celui-ci peut être réorienté de manière constructive vers la facilitation, le soutien des capacités locales et le passage à des échelles de gouvernance plus larges. Sur le long terme, de tels changements peuvent constituer des modèles de gouvernance rentables qui apportent des avantages multiples à la nature ainsi qu'au public, aux gouvernements et aux agences privées et peuvent être très durables et adaptables face aux pressions externes. En revanche, les modèles de gouvernance contrôlés de l'extérieur peuvent être vulnérables lorsqu'ils sont liés à des financements

internationaux, soumis à des tendances politiques ou affectés par des chocs tels que la pandémie de coronavirus, qui a vu les revenus du tourisme s'effondrer ([Lindsey et al. 2020](#)).

De manière plus constructive, les connaissances socio-écologiques locales devraient être intégrées à des niveaux plus élevés de prise de décision, au-delà de la communauté, et être intégrées dans les processus de décision supérieurs et dans la gouvernance nationale ou internationale aux côtés des connaissances scientifiques ([Díaz-Reviriego et al. 2019](#)). L'Amérique latine fournit à ce jour bon nombre des exemples de gouvernance de la conservation socialement progressiste, car les processus de décentralisation ont été prédominants dans la région à partir des années 1990 et ont servi à accroître la reconnaissance des organisations locales.

Impliquer la recherche

Cette étude confirme que les approches de recherche appliquées à la conservation doivent, au minimum, être conçues de manière appropriée pour explorer les connaissances des IPLC, leurs organisations et la viabilité de la gestion locale de l'environnement comme voie vers la durabilité. L'intégration des dimensions sociales à la science de la conservation nécessite de prendre en compte non seulement les impacts économiques sur les communautés, mais aussi les efforts visant à susciter une appréhension plus large du bien-être comprenant la prise en compte de l'ensemble des valeurs, expériences, causes et impacts sociaux, culturels, économiques, environnementaux et politiques interdépendants. Bien que l'adoption d'une telle complexité puisse sembler irréaliste, des progrès considérables ont déjà été réalisés dans cette direction, par exemple pour le bien-être, la justice environnementale, la résilience socio-écologique et les approches bio-culturelles. Des outils sont aussi disponibles pour faciliter la recherche interdisciplinaire et son intégration à la pratique de la conservation et du développement. Il est nécessaire d'aller dans ce sens pour participer au débat actuel entre les responsables des politiques de conservation sur la manière de conserver efficacement la biodiversité tout en soutenant le bien-être et les droits des IPLC, par exemple dans la négociation et la mise en œuvre des cibles du cadre 2050 de la CDB.

ENCADRÉ MÉTHODES

Le cadre analytique appliqué est à la mesure d'une approche des systèmes sociaux-écologiques complexes ([Folke et al. 2005](#)). Les chercheurs considèrent que les facteurs qui influencent ces relations comprennent des facteurs politiques, économiques, sociaux, institutionnels et environnementaux qui ne sont pas confinés à l'échelle locale ou au «secteur de la conservation», mais forment plutôt des dynamiques interdépendantes qui s'étendent sur des échelles spatiales, temporelles, juridictionnelles et sectorielles.

Les chercheurs ont conduit une revue de littérature scientifique après avoir identifié une série de mots clés et puis une équation de recherche constituée de l'assemblage de ces mots clés (décrite dans l'annexe 1 de la [publication](#)) pour interroger la base de données bibliographiques Web of Science de 1945 à septembre 2019. Les mots clés utilisés ont permis de sélectionner les publications qui abordaient les aspects du bien-être humain et qui explorent également l'efficacité de la conservation. La recherche a permis d'obtenir 3 100 articles évalués par des pairs.

Pour passer au crible cet ensemble vaste et diversifié, les chercheurs ont utilisé trois critères d'inclusion et ont sélectionnées les publications qui

1. présentent des preuves empiriques sur le bien-être des IPLC ;
2. présentent des preuves empiriques sur l'efficacité de la conservation
3. présentent des preuves empiriques sur les liens entre les deux.

Par exemple, si une étude de cas présente des données sur taux de déforestation comme indicateur de l'efficacité de la conservation et décrit des aspects de la vie des personnes vivant dans la région, comme le niveau d'éducation ou de pauvreté, mais ne fournit aucune analyse, quantitativement ou qualitativement, pour mettre en évidence une relation entre eux, alors cette étude de cas était exclue. Les chercheurs ont utilisé le logiciel Colandr, qui fait appel à l'apprentissage automatisé ou *machine learning* pour identifier, à partir des titres et des résumés, les publications les plus susceptibles d'être retenues (Cheng *et al.* 2018). Après la sélection sur les résumés, 307 publications ont été sélectionnées pour faire l'objet d'une lecture complète. Après une lecture complète, le nombre de publications a été réduit à 169 (disponibles dans l'annexe 2 de la [publication](#)).

En raison de la nature exploratoire de cette étude, de l'ampleur de la terminologie, de la diversité des disciplines de l'échantillon et des liens complexes potentiels entre elles, les chercheurs ont utilisé une méthode de synthèse narrative qui a permis d'extraire de nombreuses informations qualitatives. Le protocole, disponible en annexe 3 de la [publication](#), a été conçu pour saisir les détails des pratiques de conservation, le contexte de gouvernance, l'approche de recherche, les résultats liés au bien-être humain, l'efficacité de la conservation, les liens entre le bien-être et l'efficacité, etc. L'emplacement géographique, le type d'écosystème et l'approche de recherche ont aussi été notés pour faciliter la catégorisation et les analyses comparatives.

Afin de synthétiser cet ensemble, les données descriptives détaillées extraites de chacune des 169 publications ont été codées de manière thématique en trois catégories :

1. la dimension sociale appliquée dans chaque cas - établie sur la base des informations décrivant la définition du bien-être ;
2. le type de gouvernance décrit ;
3. la combinaison de résultats sociaux et écologiques.

Premièrement, la **dimension sociale** dans chacune des 169 études de cas a aussi été classée dans l'une des trois catégories suivantes :

- approche fortement axées sur le revenu ou les biens matériels ;
- approche holistique explorant les valeurs subjectives, les aspects relationnels du bien-être et d'autres éléments sociaux, culturels et politiques au-delà des aspects matériels ;
- approche intermédiaire, allant au-delà d'une approche purement matérielle pour inclure un aspect de la participation ou du capital social, tout en accordant peu d'attention aux dimensions socioculturelles et relationnelles.

Deuxièmement, la **catégorisation de la gouvernance** a été établie à partir des modalités de gouvernance, des relations de pouvoir et détails de la conversation (objectifs et cibles). Les critères clés étaient de savoir si les organisations locales formelles ou coutumières relatives à la propriété des ressources, aux pratiques culturelles ou à la prise de décision faisaient partie des accords de gouvernance, par opposition aux situations de consultation passive ou aux situations où les décisions étaient imposées et les organisations locales remplacées par des structures contrôlées de l'extérieur. La description de la gouvernance de la conservation a ainsi été codée en trois catégories :

- une gouvernance contrôlée de l'extérieur, qu'elle soit le fait de l'État, d'entreprises privées, d'organisations non gouvernementales ou d'une combinaison des deux ;
- une gouvernance contrôlée localement, où les communautés locales exercent une influence primordiale sur la gouvernance et où leurs propres organisations jouent un rôle central dans la gouvernance, que ce soit de manière totalement autonome, sous la forme d'une gouvernance collaborative avec des acteurs externes ou de responsabilités partagées ou divisées ;
- une gouvernance contrôlée de l'extérieur, mais à des fins commerciales, y compris la foresterie, l'extraction ou l'agriculture, plutôt qu'à des fins de conservation.



Dernièrement, les résultats présentés dans chaque publication concernant le **bien-être des IPLC et l'efficacité de la conservation** ont été classés séparément selon que les résultats étaient exclusivement positifs ou négatifs, neutres ou négligeables ou complexes. Ces ensembles de résultats ou de tendances sociales et écologiques ont ensuite été associés pour indiquer si chaque étude de cas présentait son cas comme :

- un résultat positif simultané pour les IPLC et la conservation ;
- un ensemble de résultats négatifs conjoints ;
- un compromis où la conservation était efficace au détriment du bien-être humain ou vice-versa où le bien-être s'améliorait au détriment de l'efficacité de la conservation ;
- un résultat trop complexe pour être attribué : si certaines personnes dans une communauté y gagnaient alors que d'autres subissaient un impact négatif, si les personnes y gagnaient au départ mais y perdaient d'une certaine manière au fil du temps, ou si un aspect de la biodiversité augmentait alors qu'un autre diminuait.

L'ensemble de ces résultats ont ensuite été comptabilisés et leurs proportions calculées pour chaque dimension sociale, type de gouvernance et région. Il est important de noter qu'aucune des publications examinées n'a supposé qu'un plus grand rôle des IPLC dans la gouvernance améliorerait automatiquement leur bien-être, ce qui aurait pu conduire à des conclusions erronées. Les exemples détaillés dans les résultats présentent clairement un ensemble plus diversifié et plus profond d'impacts sociaux.

synthèse Marie-Claire Danner,
chargée de communication pour le
Cesab et responsable scientifique
au sein de la TSU de l'évaluation Ipbes
sur l'usage durable des espèces
sauvages

relecture Hélène Soubelet,
directrice de la FRB

Brendan Coolsaet,
chercheur Qualifié au FNRS et Professeur à
l'UCLouvain (Belgique), porteur du projet
de recherche FRB-Cesab JustConservation et
auteur de la publication